



Un regard italien sur la gentrification

Ce qu'elle était, ce qu'elle est, ce qu'elle sera

Giovanni Semi

Traduit de l'italien par Clément Rivière

La gentrification suscite de nombreux débats et réflexions de l'autre côté des Alpes. En revenant sur l'histoire récente des villes italiennes et leurs transformations les plus marquantes, Giovanni Semi pointe un problème démocratique : l'évolution des politiques urbaines et le développement du tourisme à grande échelle renforcent la mise à distance des centres-villes de certaines populations, mais aussi de pratiques et d'idées.

En Italie aussi, on parle depuis quelques années de gentrification (ou, plus souvent, de *gentrificazione*).

Né il y a 60 ans pour décrire la façon dont des quartiers de Londres se transformaient, ce concept désormais global nous parle de rapprochements entre classes sociales, d'évictions, de trahisons et d'inégalités. Dans sa formulation originelle, il concernait quelques îlots des centres historiques, d'où les classes populaires étaient éloignées, de gré ou de force, afin de laisser place à des groupes sociaux plus instruits, souvent mais pas toujours plus riches, et sans aucun doute convaincus de la bonté de leur âme et de leur goût. Dans le contexte politique et économique de croissance insolente des années 1960 et 1970, les déplacés trouvaient très souvent des solutions de logement publiques, la plupart du temps meilleures d'ailleurs que celles qu'ils laissaient derrière eux. D'une certaine manière, à court terme, il s'agissait d'un processus « gagnant-gagnant ». Le centre historique, en décadence, était régénéré par le biais d'investissements privés et publics et devenait « meilleur ». Les habitants des taudis et immeubles, encore marqués par l'incurie, l'abandon, voire dans certains cas les bombardements, allaient vivre dans de nouveaux quartiers modernes, où l'eau courante, les services d'hygiène et l'électricité étaient une réalité et plus seulement un mirage. Certes, ils étaient éloignés du centre, toujours plus éloignés, mais à l'époque cette question semblait être un problème mineur. Ce schéma a été particulièrement visible à Rome, mais aussi à Milan et Turin. À cette époque, on ne parlait d'ailleurs pas de gentrification, mais de droit au logement (NdT : *diritto alla casa*), de qualité de l'habitat, de services publics, etc.

La réduction du poids politique des locataires

En réalité, certains s'étaient bien rendu compte du fait que, s'il pouvait être utile à court terme de réduire la densité de peuplement des centres-villes, la sélection de classe à l'œuvre était annonciatrice d'autres problèmes, en premier lieu la privation du droit de chaque citoyen à jouir de la même manière de la centralité et de ses privilèges. Je pense ici bien entendu à Pierluigi Cervellati¹, mais également à Antonio Cederna². Il n'en demeure pas moins que la période qui s'étend de l'après-guerre à la fin des années 1980 est une période de diffusion du bien-être et de

¹ Architecte et urbaniste, Pierluigi Cervellati fut adjoint à l'urbanisme à la mairie de Bologne.

réduction, certes relative, de la distance entre les classes sociales ; dans une certaine mesure aussi, une période de mobilité sociale (avec en particulier la disparition du monde paysan et l'expansion marquante des couches moyennes, tant du public que du privé).

À partir des années 1980 cependant, le contexte macroéconomique change radicalement. Si la longue fin des Trente Glorieuses marque encore la vie urbaine et celle des groupes sociaux qui l'animent, deux grandes transformations deviennent visibles et commencent à produire d'autres changements : il s'agit de la diffusion de masse de la propriété immobilière et du changement de cap de l'action publique.

Les Italiens deviennent massivement propriétaires de leur logement dès les années 1960. Ils ne cesseront pas dès lors, avec la complicité de politiques clairement favorables à la propriété (comme en témoigne le niveau faible de taxation de l'immobilier), d'acquérir des biens immobiliers. Et ils le feront tous, dans la mesure où même les ouvriers sont désormais majoritairement propriétaires. Cela aura pour conséquence un ethos plus conservateur des familles, préoccupées par la défense de leur bien conquis avec peine après des décennies, sinon des siècles, de pauvreté généralisée. Ce faisant, le poids politique des locataires s'est réduit, nouvelle classe de rebut composée de ceux qui ne sont pas parvenus à s'acheter un logement, pas même pendant les années du boom. Les effectifs de cette classe seront alimentés à partir des années 1990 par de nouveaux groupes sociaux, en particulier par les migrants et par ceux que l'on appelle les « nouveaux pauvres ».

Toutes les villes comme Disneyland ?

L'autre grande transformation, que l'on qualifie parfois aussi de néolibéralisme, est liée à ce que David Harvey a appelé le passage du « managerialisme » à l'« entrepreneurialisme » urbain (Harvey 1989) : les villes cessent d'être des fournisseurs universalistes de services aux citoyens, et se pensent et agissent en tant que facilitatrices des processus de marché. La question du logement public (NdT : *casa pubblica*) disparaît par exemple presque complètement, et se trouve au mieux remplacée par des petites interventions de *social housing*³ destinées à des bénéficiaires toujours moins nombreux, résiduels et vulnérables. La sémantique change, les pratiques aussi. Les villes se veulent désormais *smart*, créatives, soutenables, mais également ouvertes et compétitives : elles utilisent des fonds publics pour soutenir des événements privés, font le choix de la privatisation de services publics, refusent systématiquement de jouer un rôle protecteur pour certains citoyens, privilégient l'*empowerment* des usagers.

La ville change de peau. Elle défend par la force ses propres embellissements stratégiques, comme les appelait Walter Benjamin (1999), en allant même parfois à l'encontre du droit bourgeois du XX^e siècle, qui protège *de facto* les citoyens propriétaires. C'est ainsi qu'avance une idée dangereuse mais largement partagée de « décence » (NdT : *decoro*), un dispositif de contrôle de l'esthétique urbaine et sociale qui empêche des personnes, des pratiques et des idées non conformes, « dégradantes », minoritaires et marginales d'avoir droit à la ville.

Telle est la gentrification que nous voyons aujourd'hui dans les villes assiégées par l'unique industrie qui reste aux pays occidentaux, le tourisme : une patrimonialisation industrielle du passé. Des centres historiques propres, splendides mais vides d'habitants, remplis d'attractions culturelles, d'appartements à usage temporaire destinés aux touristes, de restaurants à ciel ouvert, tous identiques et tous différents, qui promettent des expériences urbaines et culinaires authentiques. Les autochtones ont deux options : participer au banquet, en devenant loueurs de chambres et d'appartements et en complétant leurs revenus en chute libre par l'extraction de la rente des patrimoines accumulés par les générations précédentes ; ou bien en être exclus, par nécessité ou par choix.

² Journaliste et homme politique, célèbre entre les années 1950 et 1970 pour ses enquêtes sur les centres-villes historiques.

³ NdT : L'ensemble des expressions figurant en anglais dans le texte original ont été conservées.

Les villes touristiques italiennes sont loin d'être les seules concernées, et je suis au contraire frappé par la violence de ce mécanisme qui disneyfie (NdT : *disneyzza*) tout ce qu'il trouve en face de lui, y compris le passé industriel, des Pays-Bas au Portugal (Semi 2015).

Que faire ?

À quelles villes pouvons-nous dès lors nous attendre d'ici une dizaine d'années, peut-être moins ?

Il me semble avant toute chose que la gentrification, envisagée en tant que production progressive de l'urbain pour des populations plus aisées, continue à être un mécanisme qui produit des effets, mais aussi de nombreuses contradictions. Citoyens, mouvements sociaux, activités mises à l'écart, tous ceux et celles qui ne peuvent pas, ou ne réussissent pas, ou ne veulent pas participer à cette machine urbaine sont en train de hausser le ton, dans certains cas de manière très bruyante.

Certes, l'industrie du tourisme urbain n'est pas transitoire, et correspond de manière toujours plus claire à une phase importante et durable du capitalisme contemporain. Cela ne laisse guère d'espoir pour des formes de vie urbaine différentes, multiples et respectueuses de l'existence de tous. Les centres historiques continueront à se dépeupler et les traces de vie citadine, comme les traces de pas sur la plage, seront effacées de manière régulière et continue par les vagues du tourisme. Les mondes marginaux sont peu à peu repoussés loin du rivage. Ce processus est déjà visible, avec des quartiers périphériques et semi-périphériques (selon les contextes) qui se dégradent rapidement pendant que la valeur des biens immobiliers du centre augmente. Tout cela a des implications démocratiques profondes, et dessine des scénarios inquiétants. Il devient pour cela fondamental de reconnecter ceux qui sont mis à l'écart, de fournir un vocabulaire aux résidus et d'articuler des formes de résistance entre ceux qui ne se reconnaissent pas dans la ville que nous voyons aujourd'hui, et que nous verrons encore davantage demain.

Bibliographie

Benjamin, W. 1999. *The Arcades Project*, Boston (MA) : Harvard University Press.

Harvey, D. 1989. « From Managerialism to Entrepreneurialism: the Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, vol. 71, n° 1, p. 3-17.

Semi, G. 2015. *Gentrification. Tutte le città come Disneyland ?*, Bologne : Il Mulino.

Giovanni Semi est professeur associé de sociologie à l'université de Turin en Italie. Il a travaillé sur les classes moyennes italiennes et sur les processus de gentrification. Il est supporter de la Juventus depuis qu'il a vu, petit, jouer Michel Platini.

Pour citer cet article :

Giovanni Semi & traduit par Clément Rivière, « Un regard italien sur la gentrification. Ce qu'elle était, ce qu'elle est, ce qu'elle sera », *Métropolitiques*, 25 avril 2019.
URL : <https://www.metropolitiques.eu/Un-regard-italien-sur-la-gentrification.html>.